

# Une seule solution: régularisation!

***Nous remettons aujourd'hui, 29 novembre 2005,  
quatre pétitions à la présidente du Grand Conseil.***

**Salih et Cazima Husic et leurs enfants Selma 13 ans, Zafir 11 ans et Elma 3 ans**, font partie des «523» qui n'ont pas eu la chance d'être acceptés. La famille est arrivée en Suisse il y a sept ans, ayant survécu au génocide de Srebrenica. Leur village, rasé par les forces serbes, n'existe plus. Cette région a été attribuée, par les Accords de Dayton, à la «République serbe de Bosnie», qui ne favorise pas les retours des anciens propriétaires. Comme beaucoup d'autres victimes du génocide de Srebrenica, la famille Husic a eu le tort de croire que l'ONU allait s'occuper d'elle et l'aider à retourner dans son village. Au bout de deux ans, elle a compris que la communauté internationale l'a oubliée et elle est partie. La majorité des survivantes, continuent de croupir, avec leurs enfants, dans une trentaine de camps dans les alentours de Tuzla. La Convention des droits de l'enfant est foulée aux pieds. Pour éviter une arrestation et un renvoi forcé, Salih Husic se trouve depuis début octobre en refuge.

**Ramiz et Liljana Zulkic et leurs filles Marija et Marina de 20 et 17 ans** sont une famille mixte serbe-orthodoxe et croate-musulmane bien intégrée en Suisse. Les deux filles parlent parfaitement le français et ont commencé une formation professionnelle. Ramiz, ennemi en Serbie et sa femme traître pour les siens ont subi les pires persécutions, mais la Suisse ne les croit pas. Ils doivent repartir le 29 décembre, dans le froid de l'hiver pendant que nous fêtons amèrement Noël et le Nouvel An. Il y a de fortes chances que M.Zulkic, ayant déserté l'armée serbe où il avait été enrôlé de force, soit arrêté et emprisonné à son retour. Et que dire du respect des motifs spécifiques de protection des femmes?

**Sevdail et Selvije Fazljii et leur petite Dielza** sont destinés à la prison s'ils rentrent en Macédoine. Sevdail a été faussement accusé de trafic d'armes et Selvije a été condamnée à cause du faux passeport qu'elle s'était procuré pour fuir.

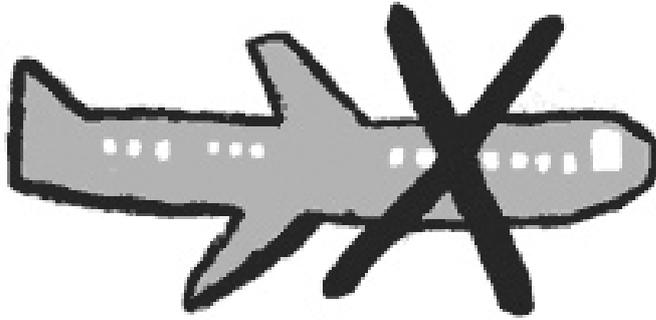
**Les familles Mazreku, Vejapi et Gashi** ont vu les pères de famille arrêtés et emmenés à la prison administrative de Frambois. Pour cause de manque de place, ils ont été transférés en fourgon cellulaire et menottés jusqu'à la prison de Bâle, puis on les a renvoyés à Frambois. Non seulement les trajets ont été anormalement longs, mais les policiers accompagnateurs se sont mal comportés. Tous trois avaient des prolongations de leurs permis de séjour. Leurs familles ont été traumatisées, se rappelant les pires sévices qu'elles avaient quittés au Kosovë. Elles se sont mises à l'abri dans un refuge mis à disposition par les églises, angoissées à l'idée d'être arrêtées à leur tour. Les enfants subissent l'angoisse de leurs parents. Que fait-on de l'intérêt primordial de l'enfant?

Il y a deux semaines **Mohamed Bourezgue**, enfermé depuis le 5 octobre 2005 en vue de son expulsion, alertait les député-e-s sur sa situation et demandait sa libération immédiate et sa régularisation. A ce jour, il a refusé de monter volontairement dans un avion. Il craint une nouvelle tentative d'expulsion forcée dans les prochains jours.

**Ces pétitions sont le reflet  
de ce que vivent les personnes défendues  
par la Coordination Asile Vaud.  
Comme toutes les autres,  
elles doivent être régularisées!**



**Coordination Asile Vaud** - [coordination@romandie.com](mailto:coordination@romandie.com)



Alors que le débat politique fait rage depuis plus d'une année dans ce canton, qu'une part sans cesse grandissante de la société civile et religieuse s'indigne sur la place publique, on assiste à une recrudescence des pressions et du harcèlement à l'égard des débouté-e-s. La permanence de la menace de renvoi ne fait qu'augmenter leur souffrance quotidienne et leur détresse psychique. Les familles sont dans une telle désespérance qu'elles ne peuvent contenir les angoisses de leurs enfants.

**Cette violence et ce harcèlement continuel sont indignes et inacceptables.**

M. Jean-Claude Mermoud, ainsi que la majorité du Conseil d'Etat, fait fi des décisions de son législatif, ainsi que de toutes les autres manifestations de différents secteurs de la société, comme s'il vivait dans un coup d'état permanent. Il a pourtant été suffisamment démontré que la politique d'asile à l'origine des ordres de départ est arbitraire, inhumaine, et n'offre aucune protection.

Il est temps que l'entier du gouvernement entende raison, à la suite du Grand Conseil lors de plusieurs de ses prises de position au cours de tout ces der-

niers mois de lutte. Nous demandons qu'il entende les appels qui lui sont adressés depuis bientôt une année et demi. Nous demandons qu'il trouve une solution. Si le mouvement général de résistance a déjà permis des dizaines et des dizaines de régularisations, ce sont autant de personnes qui auraient été spoliées dans leur droit à l'obtention d'une permis qui a pu leur être octroyé depuis lors. Nous demandons un traitement équitable du dossier de toutes ces victimes, principalement de la guerre en ex-Yougoslavie, mais aussi victimes de gouvernement dictatoriaux, dont les dossiers n'ont pas trouvé un traitement équitable. Nous demandons une solution «humainement acceptable», comme l'avait promis d'autres élus avant vous.

Alors que le débat politique est ouvert, **nous demandons que le Conseil d'Etat suspende toute mesure de contrainte et que les interdictions de travail et d'apprentissage soient levées.** De manière générale, nous demandons que cesse la violence d'Etat avec son cortège de cruautés mentales à l'égard de personnes dont une bonne partie sont rescapées de situations de guerre, de violences, du plus grand génocide en Europe depuis la 2<sup>e</sup> guerre mondiale: Srébrénica.

# Une seule solution: régularisation!